

Ouverture du 11^e sommet de l'Union africaine

@rib News, 30/06/08 – Source AFPL Le 11^e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) a ouvert ses travaux lundi matin dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh, en présence du président controversé du Zimbabwe, Robert MUGABE. Les travaux du sommet de l'Union africaine (UA) qui représente 53 pays africains s'annoncent mobilisés par la crise au Zimbabwe.

Le sommet a débuté à 10h00 (07h00 GMT) sur un thème officiel - l'eau et l'assainissement - qui sera très largement éclipé par la situation au Zimbabwe et la venue à la réunion du président Robert MUGABE, qui a annoncé son intention de se joindre aux débats même si sa participation n'a pas été confirmée officiellement à l'UA. L'opposition zimbabwaise a appelé lundi l'Union africaine (UA), réunie en Egypte, à nommer un envoyé permanent pour seconder les efforts de médiation du président sud-africain Thabo MBEKI au Zimbabwe. "C'est un moment historique pour les dirigeants africains", a déclaré George SIBOTSHIWE, un porte-parole du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), interrogé par la radio sud-africaine SAFM avant l'ouverture du sommet de l'UA à Charm-el-Cheik. "Nous attendons simplement qu'ils reconnaissent que les élections du 27 juin étaient une imposture et qu'ils nomment un envoyé spécial pour assister le président MBEKI", a-t-il ajouté. Le résultat de l'élection au Zimbabwe "n'a pas reflété la réelle volonté du peuple zimbabwais ni produit un résultat légitime", a estimé lundi le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon dans un communiqué. M. Ban a "plusieurs fois répété que les conditions n'étaient pas en place pour une élection libre et équitable" au Zimbabwe et, selon lui, le résultat du vote "n'a pas reflété la réelle volonté du peuple zimbabwais ni produit un résultat légitime", a indiqué un porte-parole du Secrétaire général. Le Secrétaire général de l'ONU "encourage les efforts des deux parties", à savoir le président Robert MUGABE et l'opposant Morgan TSVANGIRAI, "à négocier une solution politique qui arrêterait la violence et l'intimidation", a-t-il ajouté selon sa porte-parole, dans un communiqué transmis depuis Tokyo le 1^{er} M. Ban effectuée une visite. "Il soutient les efforts de l'Union africaine (UA) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à promouvoir un accord acceptable pour le peuple du Zimbabwe", a ajouté la porte-parole de M. Ban, rappelant que le secrétaire général adjoint et envoyé spécial de l'ONU Haile Menkerios, était présent au sommet de l'UA pour "aider de toute manière possible". M. MUGABE a déclaré vainqueur dimanche d'une élection présidentielle où il était seul en lice après le retrait de M. TSVANGIRAI, qui avait renoncé à sa participation pour dénoncer les violences du pouvoir au Zimbabwe contre l'opposition et les conditions malhonnêtes du scrutin. M. MUGABE a obtenu 2.150.269 voix, soit 90,2% des suffrages exprimés, contre 233.000 au chef de l'opposition Morgan TSVANGIRAI, dont le nom figurait sur les bulletins de vote malgré son retrait. Selon M. TSVANGIRAI, 200.000 personnes ont été déplacées, 10.000 blessées et 90 membres du parti d'opposition tués depuis une rafale du parti au pouvoir à des élections générales le 29 mars. Quelques heures après la cérémonie d'investiture, les observateurs de la SADC, représentant 14 pays d'Afrique australe, ont dénoncé un résultat qui "ne reflète pas la volonté du peuple", rompant avec l'habituelle mansuétude de la région à l'égard du plus vieux chef d'Etat d'Afrique. Le dossier zimbabwais a empoisonné les travaux préparatoires du sommet, débutés vendredi - le jour même du second tour de la présidentielle zimbabwaise - avec le conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union, qui ont renvoyé l'affaire aux chefs d'Etat. Dimanche soir, le Conseil de paix et de sécurité - organe de l'UA chargé de la prévention et de la gestion des conflits - en a fait de même, après plus de trois heures de discussions à huis clos achevées sans aucune déclaration publique. "Il y a eu un échange de vues sur la question du Zimbabwe", a déclaré à des journalistes El Ghassim Wane, porte-parole de la Commission de l'UA à l'issue de cette réunion: "il s'agissait simplement pour le Conseil de se tenir au courant des derniers développements dans ce pays étant entendu qu'une discussion aura certainement lieu au niveau des chefs d'Etat et que, s'il y a une décision à prendre, elle sera prise au niveau de la conférence de l'Union". Depuis une semaine, l'UA est pressée de toutes parts d'intervenir dans la crise, notamment par les Occidentaux qui ont qualifié la réélection de M. MUGABE de "farce" et qui demandent à l'organisation de refuser toute légitimité à son régime. Mais jusqu'à présent, l'UA n'a pu parvenir à aucun consensus sur le sujet, bien que les observateurs du Parlement panafricain - un des organes de l'UA - aient jugé le second tour "ni libre ni équitable" et appelé à l'organisation d'un nouveau scrutin. L'Union africaine L'Union africaine (UA), dont le 11^e sommet se réunissait lundi et mardi à Charm el-Cheikh (Egypte), a été lancée en 2002 en Afrique du Sud, avec pour ambition de devenir un outil d'intégration, de stabilité et de développement plus efficace pour le continent. L'UA, qui regroupe 53 Etats membres, a succédé à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), fondée en 1963 après l'accession à l'indépendance de la majorité des Etats africains. Son Acte constitutif a remplacé la charte de l'OUA. Inspirée de l'Union européenne (UE), elle avait été proclamée en 2001 à Syrte (Libye) lors d'un sommet extraordinaire de l'OUA, après un forçage du numéro un libyen, le colonel Mouammar KADHAFI. Le projet initial du dirigeant libyen, présenté dès 1999, prévoyait la création d'une fédération rassemblant les pays du continent sous le nom des "Etats-Unis d'Afrique". Il a été considérablement atténué au cours des différents sommets. Parmi les organes constitutifs de l'UA figurent la Conférence, organe suprême qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement, la Commission (ancien secrétariat général sous l'OUA), chargée de l'application des politiques de l'Union, et le Conseil exécutif (ministres). Le Parlement panafricain, lancé en 2004, a été installé en Afrique du Sud. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS), lancé en 2004 sur le modèle du Conseil de sécurité de l'ONU, consacre, pour la première fois, le principe de l'ingérence africaine. Le CPS peut envoyer une mission de paix et recommander le déploiement d'une force en cas de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. L'OUA, dont la charte soulignait les principes de non-ingérence et de respect de la souveraineté des Etats, était souvent critiquée pour son impuissance face aux guerres affectant le continent. L'UA a déployé plusieurs missions de paix sur le continent, au Burundi, au Soudan et en Somalie. En mars, des troupes mandatées par l'UA ont soutenu l'armée comorienne dans une opération sur l'île d'Anjouan destinée à chasser du pouvoir Mohamed BACAR, dont la réélection avait été jugée illégale. Un Projet cadre sur la Force africaine en attente (FAA), qui doit servir de force d'intervention dans les conflits, a été adopté en 2004. Le chef de l'Etat tanzanien Jakaya KIKWETE est président en exercice de l'UA. L'exécutif est assu

par le président de la Commission, le Gabonais Jean PING, qui a remplacé en avril le Malien Alpha Oumar KONARÉ. Le siège de l'UA se trouve à Addis Abeba, qui abritait l'OUA depuis sa création. Au total, 17 organes doivent être installés à terme, dont une Cour de justice et une Banque africaine, sorte de banque centrale continentale. Une Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme est entrée en vigueur fin 2002.